

### Volonté politique et obligation du résultat

MAMPASI Kapita Dieudonné, S.J.

En présentant le Programme d'action du Gouvernement devant l'Assemblée Nationale en vue de son investiture au mois de mai dernier, le Premier ministre Augustin Matata Ponyo avait insisté sur la discipline, l'efficacité et le professionnalisme nécessaire dans l'exécution dudit programme. Ce faisant, il avait fait montre d'une volonté politique impressionnante, portée par la conviction de l'obligation du résultat de l'action gouvernementale et celle de devoir gouverner autrement.

Il y est revenu le 17 août 2012, quand il s'est livré à « l'obligation de rendre compte au peuple conformément au contrat social [...] des 100 premiers jours de la feuille de route du programme d'action du Gouvernement ». Le bilan qu'il a dressé de l'action du Gouvernement a suscité un large satisfecit tant des membres du Gouvernement eux-mêmes, de la population, de la société civile, de la représentation nationale que des chefs d'entreprises.

Mais ce qui nous importe ici de relever n'est pas tant le bilan en lui-même, c'est-à-dire les réalisations, que l'esprit qui sous-tend l'évaluation. Le fait pour le Premier ministre de soumettre son gouvernement à une auto-évaluation devant le peuple et ainsi de vouloir rendre compte de sa gestion devant celui-ci, montre que le temps du « gouverner autrement » semble être venu. Car l'exercice du pouvoir politique dans un système qui se dit démocratique doit toujours s'accompagner d'une mise devant ceux qui détiennent en premier le pouvoir et au nom de qui il est exercé de fait. On peut même remarquer que le Premier ministre ne s'enferme pas dans un triomphalisme outrancier, mais reconnaît que vu l'ampleur des problèmes à résoudre, « le chemin à parcourir est encore long », en dépit des résultats positifs obtenus. Et dans cet effort de bonne gouvernance et de transparence dans la

Jésuite. Rédacteur en chef adjoint de *Congo-Afrique*  
E-mail : kadima5009@yahoo.fr

discipline et la rigueur, on a aussi entendu la disponibilité du Gouvernement à écouter et recevoir des critiques et des suggestions constructives. C'est la preuve d'une humilité que l'on n'a pas souvent vue dans le passé.

Un autre message, et pas des moindres, que l'on retient de la manière d'exercer l'action gouvernementale a été le souci du respect de la loi et des procédures, exprimé entre autre dans l'acte d'engagement éthique autour des valeurs. Certes, ces débuts ne proclament pas la fin de la corruption endémique des mœurs politiques congolaises, mais il faut reconnaître qu'ils sont prometteurs.

Cette volonté politique de gouverner avec conscience de l'obligation du résultat et d'informer largement le peuple, « dans un souci de transparence, de gestion axée sur les résultats et de redevabilité », est excellente. Car il n'en a pas toujours été ainsi. Pour l'instant tous, gouvernants et gouvernés, sont mis « à l'épreuve de la bonne gouvernance » : le gouvernement devant l'obligation des résultats, et la population devant son « droit à demander des comptes par rapport aux engagements souscrits ». C'est de cette manière que lentement se construisent autant le sens de commune appartenance et le souci de tous pour le bien-être de chacun, que le consensus entre les gouvernants et les gouvernés sur leur destinée commune. Nous nous plaignons à le relever parce que c'est par là que commence le changement de l'homme et des mentalités que les Congolais appellent de leurs vœux.

Mais, il importe aussi de rappeler que l'action du gouvernement n'a de sens que si elle se réalise de manière concrète autour des projets qui répondent aux questions réelles que se posent la population et la société congolaises. Ainsi, de nombreuses questions doivent encore trouver une réponse. Un des secteurs-clés de la vie nationale où on doit poser des questions au Gouvernement est celui de l'éducation. Car, si des avancées dans la bonne gouvernance sont visibles et palpables au niveau de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel, l'enseignement supérieur et universitaire connaît une anarchie et une gouvernance tellement piètre qu'il demeure un champ de profondes préoccupations pour les parents et les étudiants. Il est temps que l'on sache ce que veulent les gouvernants et que l'on y voit aussi ses actions.

C'est pour attirer notre attention à tous sur ce secteur que ce numéro de *Congo-Afrique* lui est consacré, pour que la volonté politique et l'obligation du résultat de l'action gouvernementale y trouvent de la visibilité ; une visibilité qui ne soit pas uniquement de l'ordre de l'immédiat, mais aussi et surtout de celui de la planification et de la prévision, et qui s'inscrit donc dans la durée.

**MAMPASI Kapita Dieudonné, S.J.**